

## **Les leçons du « laboratoire grec » en débat - Et si Tsipras avait raison ?**

mardi 28 juillet 2015, par [GABRIEL Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2015).

Cette question est une provocation si l'on s'en tient au seul domaine politique. Le référendum utilisé comme simple pression tactique sur l'Union européenne puis la rupture immédiate avec le mandat populaire issu de ce scrutin constituent une déloyauté flagrante. Par réalisme ? Par soucis d'assumer ses responsabilités jusqu'au bout plutôt que de laisser la droite reprendre le pouvoir ? Cela importe peu aujourd'hui puisque les conséquences de cet acte sont d'ores et déjà mesurables dans la société grecque et aussi très largement au plan international. Le dégât est immense pour nous tous à moins qu'un nouveau coup de théâtre surgisse et nous surprenne. Yanis Varoufakis estime pour sa part que *« nous aurions dû avoir remis les clefs de Maximou et des autres ministères, comme nous disions que nous le ferions en cas de capitulation. Nous aurions dû avoir remis les clefs à ceux qui peuvent regarder le peuple dans les yeux et lui dire ce que nous ne pouvons pas »*.

Mais nous aurions tort d'en rester là, au seul niveau des responsabilités de Tsipras, de ses illusions et désormais de son autoritarisme au sein du parti. Nonobstant l'existence d'une forte gauche radicale dans Syriza, la direction majoritaire relève d'un réformisme radical, intégrant dans sa pratique les contraintes structurelles du moment et tentant de convaincre les institutions européennes du bienfondé salutaire de ses propositions. Pour, *in fine* faire le constat que cette approche « lucide » l'a placée dans une impasse. Que la direction majoritaire du parti ait commis une série de fautes politiques est une évidence. Ne serait-ce qu'en rapport avec sa propre manière d'aborder la négociation ; et la sortie du référendum en est la pire. Mais le « laboratoire grec » soulève une question bien plus importante : *quid* d'une politique de rupture radicale avec le système actuel au sein de l'Union européenne et de la zone monétaire ? Le fameux plan B.

Nous avons aujourd'hui une double hypothèse de réflexion pour évaluer la possibilité d'une autre trajectoire du processus grec. Il y a d'abord celle de la mobilisation populaire et de la radicalisation de la base. Stathis Kouvelakis dit : *« la seconde hypothèse que je formulais à l'époque était qu'il fallait des succès politiques, y compris au niveau électoral, pour déclencher des nouveaux cycles de mobilisation. Je pense que cela s'est également avéré exact à deux moments cruciaux »*. Mais cette évidence a eu des limites pratiques pour la gauche du parti : la société grecque n'était pas au bord d'une crise prérévolutionnaire. Et elle ne l'était d'autant moins que grâce aux bonnes surprises de l'Histoire un gouvernement de gauche radicale avait accédé aux affaires par des élections classiques - certes après d'importants affrontements de classe et une déliquescence des partis traditionnels - mais sans que la société grecque ne se retrouve à l'avant-veille d'une ébullition révolutionnaire. L'une des raisons tient aussi au fait que la crise des institutions grecques étaient « palliée » par la solidité des institutions supranationales, institutions qui depuis des années servaient de substituts mortifères, mais de substituts tout de même. La peur de rompre avec l'euro dans une large partie de la population y compris sympathisante de Syriza en est l'une des expressions. « Ceux d'en haut » ce n'est plus seulement la classe dominante nationale mais aussi les institutions supra-étatique. J'y reviendrais.

La seconde hypothèse qui nous a été publiquement soumise est celle d'une sortie préparée de la zone euro. Cédric Durant écrit : *« D'un point de vue technique, une sortie de l'euro de la Grèce implique qu'elle cesse de rembourser sa dette. Elle imprime des drachmes. Dans le même temps, sa*

*population subit un choc de niveau de vie très important, négatif. Tout ce qui est importé devient très cher. Mais en revanche, à l'horizon de deux, trois, quatre ans, la croissance repart fortement. L'exemple le plus classique, c'est l'Argentine. »* Si déjà, il est assez difficile de croire qu'une population mobilisée dans une crise révolutionnaire peut en accepter les contraintes sur une longue période, que penser d'un tel calendrier (quatre ans... mais pourquoi quatre ?) dans une situation qui n'est pas celle-là ?

Dans un autre ordre de raisonnement, Jacques Sapir dans « Conditions for a successful "Grexit" » construit un premier schéma de ce qu'il aurait été possible de faire, selon lui, pour rompre avec l'Euro. En autres : « *Le gouvernement pourrait utiliser une part des ressources du tourisme, qui représentent actuellement 17% du PIB. Si l'on applique un taux de TVA de 23% à ce secteur (hôtels et restaurants), les recettes fiscales, utilisées comme la sécurité, se chiffrent à 8,5 milliards de dollars (...) Les Grecs ont expatriés au cours de ces derniers mois plus de 35 milliards d'euros. Ils auront à les ramener dans la circulation monétaire, ne serait-ce que pour payer leurs impôts. Dans ces conditions, 20% de cette somme pourrait être affectée aux réserves de la Banque centrale, soit 7 milliards de dollars. Enfin la Grèce pourrait demander aux pays avec lesquels elle est en bons termes un prêt supplémentaire de 5 milliards de dollars. Cet argent irait dans un fonds de réserve pour la nouvelle monnaie. »*

Mais de telles esquisses ne rendent pas compte d'une situation réelle dans laquelle s'entremêlent l'économique et le social. N'est-il pas suffisant de dire que l'économie touristique risque fort de reculer, que le PIB reculera fortement et durablement du fait de la contention du commerce extérieur pour un pays qui aujourd'hui importe trois fois plus qu'il n'exporte, ce qui en fait d'ailleurs un des cas particuliers de l'Union. Sans oublier l'inflation que J. Sapir n'omet pas en prévoyant « *un blocage temporaire (3 mois) des prix et des salaires, et la constitution d'une 'Conférence Nationale sur les Rémunérations' avec le gouvernement, les syndicats et le patronat pour négocier les conditions de sortie du blocage (...) On ne saurait éviter une inflation structurelle importante (de l'ordre de 4% à 6%) [qui] imposera des dévaluations régulières (tous les ans ou tous les 18 mois) »*. Pourquoi de l'ordre de 4% à 6% seulement, dans une situation de probable affrontement social contre la grande bourgeoisie et la réaction, de recul de l'investissement et de pénurie partielle ? On le voit donc, le débat à gauche, au sens large, ne nous livre que peu de pistes sur un plan B opposable, dans une Grèce extrêmement isolée en Europe, face à des institutions internationales en bonne forme et non contestées dans les autres pays européens.

Ces ébauches de réponse ne font pas le compte. Car c'est la première fois que cette question se pose à nous tous dans des circonstances concrètes. La difficulté, à la fois politique, sociale et technique, nourrit évidemment le défaitisme. Mais lucidité et défaitisme ne doivent pas se confondre.

Tsipras a-t-il raison ? Sur ce site, Stathis Kouvelakis dit à juste titre : « *Évidemment, la stratégie du « bon euro » et de l'« européenisme de gauche » s'est effondrée, et beaucoup de gens s'en rendent compte seulement maintenant. Le processus du référendum l'a clairement montré et l'expérience a été menée jusqu'au bout. Ce fut une leçon difficile, mais nécessaire »*. Et « *Il faut donc souligner la continuité de la ligne de Tsipras. C'est sans doute la raison pour laquelle je trouve que le mot « trahison » est inapproprié si on comprend ce qui se passe. On peut bien sur dire qu'il y a trahison du mandat populaire et que les gens sentent, légitimement, qu'ils ont été trahis. Cependant, la notion de trahison signifie généralement qu'à un moment vous décidez en toute conscience de revenir sur vos propres engagements. Je crois qu'en réalité Tsipras croyait honnêtement qu'il pouvait obtenir un résultat positif en mettant en avant une approche centrée sur les négociations et sa bonne volonté. Et c'est aussi pour cela qu'il a constamment répété qu'il n'y avait pas de plan de rechange. »*

C'est aussi peut-être dû au fait que le plan B ne pouvait se situer au seul niveau de la Grèce... Car

les derniers mois ont montré que les institutions qui gouvernent l'Europe - par-dessus les parlements nationaux et en dehors de tout débat public - s'assoient sans problème sur le vote démocratique d'un Etat membre. Ils ont aussi montré qu'à l'échelle continentale, ces institutions supranationales ne connaissent pas de crise pour peu que l'affrontement ait lieu avec un pays périphérique. Le noyau dur se situant autour de l'Allemagne et de la France, ainsi que de la Grande-Bretagne en ce qui concerne l'Union.

Et nous n'en sommes qu'à la question de la contrainte monétaire et celle de la dette. Il reste le plat principal, celui de la nouvelle phase de concentration du capital (notamment au niveau européen), de la multinationalisation des actifs industriels de chaque grande entreprise, de la segmentation productive que cela implique. On peut sortir de l'euro mais la question des prix de cession interne aux firmes restera entière, ce qui pour le coup concerne peu la Grèce.

Ces derniers mois suggèrent également que la sortie de l'Euro par un pays politiquement isolé mais économiquement dépendant de ses « partenaires » n'est pas aussi aisé que pour un pays n'appartenant pas à cette zone monétaire d'un type bien particulier. Ils conduisent à la conclusion que des réformes d'ampleur, redonnant souveraineté au peuple et permettant de sortir de la destruction sociale du capitalisme libéral, nécessitent dorénavant un affrontement social radical ouvrant la voie d'une rupture post-capitaliste. Ils mènent aussi à la conviction que plus grand-chose ne peut se concevoir dans un cadre national. Certes, les luttes démarrent dans les conditions spécifiques d'un pays donné à l'exemple de la Grèce. Elles prennent consistance dans un premier temps en s'opposant aux institutions nationales. Mais, cette déflagration doit s'étendre à d'autres pays, notamment parmi les plus importants économiquement pour que les institutions supranationales entrent vraiment en crise et qu'elles démontrent leur incapacité à dominer et à diriger. Car la formule de Lénine sur la possibilité révolutionnaire, « *ceux d'en bas* » ne veulent plus et « *ceux d'en haut* » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière », ne s'applique plus seulement aux bourgeoisies et aux institutions nationales mais aussi (surtout ?) aux institutions supranationales.

La nasse s'est resserrée autour de nous alors que se mettait en place un cartel transnational, un syndicat du capitaliste tardif, une nouvelle forme de « bande d'hommes armés »... pour le moment armés seulement de traités et de banques centrales. Aussi faut-il se rendre à l'évidence. Même si nous ne croyons pas un instant à une explosion sociale au niveau européen et même à une synchronisation au niveau de deux ou trois pays, au moins devons-nous construire une réponse stratégique au niveau de cet ensemble. Il ne peut y avoir nulle part de plan B ou C s'ils n'articulent pas des leviers nationaux et européens, et donc s'ils ne reposent pas sur des convergences et des fronts politiques solides transnationaux. Le chemin sera long mais plus le temps passera plus l'étau se resserrera sur les peuples et la gauche anticapitaliste, nous rapprochant toujours un peu plus de la barbarie. Non Tsipras n'a pas raison. Mais, s'il est révélateur de l'impasse d'un européanisme de gauche comme le décrit Stathis Kouvelakis, il est aussi l'expression des difficultés de toute la gauche radicale européenne. Nous n'avons pas fini de mesurer la profondeur de la défaite sociale qu'a constituée la fondation de l'Union européenne, depuis 22 ans déjà, pour la grande majorité des populations du continent. Ainsi que l'échelle de ce que nous devons entreprendre maintenant au niveau politique européen.

**Claude Gabriel**

---

---

**P.-S.**

\* Blog. LUNDI, 27 JUILLET, 2015 - 19:56 :

<https://www.ensemble-fdg.org/content/et-si-tsipras-avait-raison>